



**CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE CORSE**

***PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEILS JURIDIQUES
POUR LES SERVICES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DE CORSE***

CCIC/DG/2025-056

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
Commun à tous les lots**

SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	ÉTABLISSEMENTS DE LA CCI DE CORSE	3
3.	CADRES STATUTAIRES ET CONVENTIONNELS DES PERSONNELS	4
4.	PERIMETRE DE LA MISSION	4
5.	CONSISTANCE DE LA MISSION	4
5.1.	Dispositions générales	4
5.2.	Descriptions des prestations	5
5.3.	Éléments transmis par la CCI de Corse	6
5.4.	Disponibilité	6
5.5.	Validation des prestations par la CCI de Corse	6
5.6.	Obligation de conseil et de résultat	6
5.7.	Livrables et attendus	7
5.8.	Moyens humains mis à disposition par le titulaire	7
5.9.	Secret professionnel et obligation de discrétion	7
5.10.	Conflits d'intérêts	7
5.11.	Règlement des litiges et langues	7

1. OBJET

Le présent accord-cadre à marchés subséquent multi-attributaires a pour objet la réalisation de prestations d'assistance et de conseil juridique au profit de la CCI de Corse dans les domaines suivants :

- Droit des assurances et protection sociale (santé et prévoyance) ;
- Droit commercial et artisanal ;
- Commande publique ;
- Droit public / collectivités (gestion des collectivités et ses établissements) ;
- Droit administratif et relations avec le public ;
- Droit de l'urbanisme, aménagement et construction ;
- Droit de l'environnement (environnement et développement durable) ;
- Droit du travail et protection sociale ;
- Droit fiscal et impositions ;
- Droit civil / commercial ;
- Compliance / éthique / protection des données ;
- Droit maritime / portuaire / aéroportuaire / aérien ;
- Droit domanial et gestion du patrimoine public.

Les prestations consistent à fournir des avis juridiques, rédiger ou relire des actes, assister les services lors de réunions et, plus largement, à sécuriser juridiquement les actions de la CCI de Corse.

2. ÉTABLISSEMENTS DE LA CCI DE CORSE

Le siège de la CCI de Corse est situé à Bastia.

La CCI de Corse est composée des établissements suivants :

- Aéroport d'Ajaccio ;
- Aéroport de Bastia ;
- Aéroport de Calvi ;
- Aéroport de Figari ;
- Centre de formation d'Ajaccio ;
- Centre de formation de Bastia ;
- Hôtel consulaire d'Ajaccio ;
- Hôtel consulaire de Bastia ;
- Palais des congrès d'Ajaccio ;
- Port de commerce d'Ajaccio ;
- Port de commerce de Bastia ;
- Port de commerce de Bonifacio ;
- Port de commerce de l'Île-Rousse ;
- Port de commerce de Porto-Vecchio ;
- Port de commerce de Propriano ;
- Port de pêche et de plaisance d'Ajaccio.

Les lieux des prestations correspondent à l'ensemble des établissements de la CCI de Corse.

3. CADRES STATUTAIRES ET CONVENTIONNELS DES PERSONNELS

Les différents régimes juridiques et conventions collectives applicables aux personnels de la CCI de Corse sont précisés ci-après :

- Statut du personnel administratif des CCI pour les personnels relevant du statut de 1952 ;
- Recrutements au régime du droit privé des CCI, post Loi PACTE ;
- Convention collective nationale du personnel au sol des entreprises de transport aérien ;
- Convention collective nationale unifiée ports et manutention ;
- Convention collective du personnel des prestataires de services dans le secteur tertiaire ;
- Code du travail (pour les apprentis).

4. PERIMETRE DE LA MISSION

Les prestations de représentation devant les différentes instances juridiques sont exclues du champ du présent accord-cadre.

Il ne peut être déterminé le nombre exact de questions, d'ordre juridique, pouvant survenir pendant sa période d'exécution.

Le titulaire s'engage à assurer et maintenir la confidentialité des renseignements et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

5. CONSISTANCE DE LA MISSION

5.1. Dispositions générales

Le titulaire doit réaliser des prestations d'assistance et de conseil.

- Conseil juridique simple :

La CCI de Corse peut demander au titulaire une analyse et des conseils juridiques sur des cas pratiques simples. Il s'agit d'une analyse ou d'une confirmation à propos d'une situation qui n'appelle pas de difficulté particulière.

- Conseil juridique complexe :

La CCI de Corse peut demander une étude approfondie des points juridiques particuliers.

Les réponses aux sollicitations de la CCI de Corse doivent être rédigées et étayées afin d'apprécier la validité juridique de l'argumentation proposée. La consultation produite doit être claire et répondre précisément à la question posée.

La production du titulaire doit comporter le détail des références jurisprudentielles et doctrinales et des préconisations.

Un développement doit être apporté sur les risques juridiques encourus.

- Formalisme

L'assistance du titulaire auprès de la CCI de Corse doit se matérialiser par la rédaction de documents juridiques, l'aide à la décision avec une étude des risques juridiques (préconisations, étude, note), la participation aux réunions, la rédaction de compte rendu.

Pour chaque mission, la CCI de Corse soumet au titulaire, dans un premier temps sans formalisme particulier, les éléments principaux de la question, accompagnés des documents et informations nécessaires à la bonne compréhension et à la réalisation de la prestation.

Le titulaire s'engage à répondre dans le délai fixé dans chaque marché subséquent par la CCI de Corse et suivant le formalisme supra.

- Conseils et assistance téléphonique ou via vidéoconférence

Le titulaire peut être consulté pour répondre à des questionnements juridiques via appels téléphoniques ou vidéo conférences. Suite à la conversation, la CCI de Corse peut demander au titulaire une confirmation écrite de la ou des réponses formulées. Cette confirmation écrite ne fait l'objet d'aucun surcoût éventuel au regard des lignes de prix renseignées au bordereau des prix unitaires.

- Formations

Le titulaire peut être amené, à la demande de la CCI de Corse, à concevoir et animer des modules de formations à destination des entités de la CCI de Corse. L'objet de ces formations est défini par la CCI de Corse et peut porter sur les évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles ou sur tout autre thématique en rapport avec le domaine du lot attribué.

5.2. Descriptions des prestations

Le titulaire doit réaliser, à tout le moins, les prestations suivantes :

- L'analyse critique du dossier, l'étude des points juridiques particuliers (état du droit sur la question : synthèse juridique, présentation de la doctrine et de la jurisprudence) ;
- L'analyse et accompagnement sur une situation particulière ;
- L'aide à la rédaction de documents juridiques (validation et correction du document, expertise juridique, ...) ;
- L'aide à la décision (Etude de risques juridiques, ...) ;
- La rédaction de documents juridiques ;
- La participation ou accompagnement à la préparation de réunions ;
- La rédaction, la mise à jour ou la validation de guides de procédure opérationnelle internes visant à doter les services supports et surtout les

services opérationnels des documents de référence à jour, pédagogiques et juridiquement sécurisés ;

- La formation.

Cette description n'est pas exhaustive et le titulaire peut être amené à effectuer d'autres prestations de ce type.

5.3. Eléments transmis par la CCI de Corse

La CCI de Corse s'engage à fournir au titulaire tout élément utile à l'exécution de sa mission.

5.4. Disponibilité

S'agissant des prestations, l'équipe dédiée désignée par le titulaire doit être disponible à toute réunion à la demande de la CCI de Corse et doit répondre rapidement aux sollicitations.

Le titulaire doit indiquer les coordonnées de la ou les personnes que la CCI de Corse peut contacter dans le cadre des prestations.

La CCI de Corse exige une grande réactivité de la part du titulaire.

5.5. Validation des prestations par la CCI de Corse

- Dans le cadre des prestations de conseil juridique

Toute réponse du titulaire jugée incomplète par l'auteur de la demande obligera la CCI de Corse à la refuser. La raison de ce refus est communiquée au titulaire par écrit (mail, courrier). Le titulaire dispose alors d'un nouveau délai (hors délai urgent) de 24 heures dans le cas d'une consultation simple et de 4 jours dans le cas d'une consultation complexe pour répondre parfaitement à la demande de la CCI de Corse.

- Dans le cadre des participations à des réunions opérationnelles

Toute documentation incomplète produite par le titulaire au cours d'une réunion de travail fait l'objet d'un envoi complet à la CCI de Corse pour validation, puis, dans un second temps d'un envoi par mail à l'ensemble des intéressés.

De même, toute question restée en suspens dans le cadre d'une réunion de travail fait l'objet d'un retour par écrit dans un délai de 3 jours à la CCI de Corse dans le cas où aucune autre réunion de travail n'est programmée.

5.6. Obligation de conseil et de résultat

Le titulaire est tenu d'une obligation de conseil, d'information et de recommandation vis-à-vis de la CCI de Corse.

De plus, le présent accord-cadre soumet le titulaire à une obligation de résultat.

L'obligation de résultat est définie comme une obligation de conformité à l'ensemble des critères, prérequis, exigences, prescriptions ou autres, indiqués dans les

documents contractuels du présent accord-cadre. La charge de la preuve du respect de ces obligations revient au titulaire pour l'ensemble de cet accord-cadre.

5.7. Livrables et attendus

Les livrables (notes, rapports, avis, relectures, projets d'actes, etc.) doivent, à tout le moins, :

- Être clairs, motivés et exploitables immédiatement ;
- Mentionner les fondements juridiques utilisés ;
- Être transmis par voie électronique au format modifiable (Word ou équivalent).

5.8. Moyens humains mis à disposition par le titulaire

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure. La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans le mémoire technique, et ce dernier devra respecter tout au long du marché cette nomination.

5.9. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution des prestations.

5.10. Conflits d'intérêts

Le titulaire s'engage à n'avoir aucun lien juridique ou financier, direct ou indirect avec une personne morale ou physique qui contreviendrait aux intérêts de la CCI de Corse. En cas de conflits d'intérêts, le titulaire s'engage à en informer la CCI de Corse dès lors qu'il a connaissance de cette éventualité.

Par ailleurs, le titulaire ne doit pas intervenir en cas d'intérêt direct ou indirect à l'objet de la prestation fournie. En ce sens, le titulaire doit s'abstenir d'assister des parties ayant des intérêts opposés.

5.11. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.